**Felouzis Georges, Maroy Christian
& van Zanten Agnès. *Les marchés scolaires. Sociologie
d'une politique publique d'éducation***

Paris : PUF, 2013, 228 p.

Marianne Blanchard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/4321>

DOI : 10.4000/rfp.4321

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 167-169

ISBN : 978-2-84788-523-1

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Marianne Blanchard, « Felouzis Georges, Maroy Christian & van Zanten Agnès. *Les marchés scolaires. Sociologie d'une politique publique d'éducation* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 185 | 2013, mis en ligne le 31 décembre 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/4321> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.4321>

du monde ou en réduisant leur désignation institutionnelle « sciences expérimentales et technologie » ? Ce point de discussion concerne l'articulation des concepts de « configuration disciplinaire » et de « conscience disciplinaire » qui tend à considérer l'image virtuelle d'une discipline, rendue actuelle dans ses espaces scolaires différenciés.

Le second point de discussion concerne le processus temporel d'identification d'un contenant à partir de contenus fortement englués dans des activités, des traces, des ressentis... ou bien celui de catégorisation de ces manifestations des enseignements scolaires dans des sous-ensembles progressivement élaborés, ou encore celui de conceptualisation des enseignements scolaires. Ne s'agit-il pas davantage d'un processus de modélisation fondé sur un référent empirique et une abstraction réfléchissante qui contribue aux constructions intellectuelles provisoirement stables de périmètres étiquetés, mais régulièrement remises en cause par l'amplification de l'empan et de la diversité des expériences scolaires ? Convient-il alors de focaliser principalement sur les espaces de configuration disciplinaire ou bien de les croiser avec les temps de ces configurations et donc les moments scolaires (Lebeaume, 2000) ? La discussion de ce point – entre espace et moment – exigerait des investigations longitudinales de ce processus d'élaboration des modèles des enseignements scolaires, avec leurs différenciations et désenclavements progressifs. Il conviendrait alors de distinguer, selon la terminologie ancienne de Charles Delon (1887), les « leçons sériales » et les « leçons détachées » dont le contraste des principes distincts d'élémentarisation et de progressivité répond aux exigences des missions prioritaires de chacun des cycles et implique la connexité des enseignements.

En définitive, ne conviendrait-il pas d'investiguer la « conscience curriculaire » des élèves – et parallèlement celle de leurs enseignants – afin de mettre en évidence ce travail de la pensée de comparaison des moments scolaires, de modélisation du plan d'études, de ses composants, de ses variations au fil de la scolarité et de ses relations horizontales à chacun des pas de l'acculturation aux visées disciplinaires des enseignements scolaires ? Les rapports entre conscience curriculaire et conscience(s) disciplinaire(s) seraient également susceptibles d'être éclairés par l'analyse critique du terme « conscience » dans les concepts l'investissant, par exemple la conscience gestuelle, la conscience phonologique, la conscience phonémique...

Tels sont les intérêts forts de cet ouvrage dont la richesse des données, la rigueur de leur analyse et la distanciation critique de leur interprétation ouvrent des perspectives fécondes à la fois pour la recherche et pour la formation des maîtres. Comme l'ambitionnent les éditeurs et les contributeurs de cet

ouvrage de lecture attractive et accessible à tous les membres de la communauté éducative, le débat scientifique ainsi ouvert mérite d'être prolongé... pour une prise de conscience de la complexité de la table des matières de l'école ainsi que des appuis et des obstacles à son appropriation.

Joël Lebeaume
Sorbonne Paris Cité, université Paris-Descartes, EDA

BIBLIOGRAPHIE

- DELON C. (1887). *La leçon de choses, théorie et pratique*. Paris : Hachette.
- LEBEAUME J. (2000). « Jeux d'étiquettes, jeux de kim, jeux de famille, puzzles ou devinettes à l'école. Découverte du monde, sciences et technologie aux cycles II et III ». *Aster*, n° 31, p. 197-215.
- REUTER Y. (2007). « La conscience disciplinaire. Présentation d'un concept ». *Éducation et didactique*, n° 2, p. 57-71.

FELOUZIS Georges, MAROY Christian & van ZANTEN Agnès. *Les marchés scolaires. Sociologie d'une politique publique d'éducation*. Paris : PUF, 2013, 228 p.

Comme le rappellent dès l'avertissement les trois auteurs, Georges Felouzis, Christian Maroy et Agnès van Zanten, cet ouvrage est né du constat de l'absence d'un « bilan de la littérature internationale sur les marchés scolaires ». Un des objectifs de ce livre est donc de fournir une synthèse en langue française de plus de 300 travaux, pour la plupart rédigés en anglais, qui traitent de la régulation de l'offre et de la demande scolaire aux niveaux primaire et secondaire, dans une douzaine de pays, allant de la Nouvelle-Zélande aux Pays-Bas, en passant par le Vietnam et l'Afrique du Sud.

Au-delà de cet état des savoirs, les auteurs entendent prendre part au débat public, en apportant des réponses à la question suivante : « quelle place doit tenir l'État et quelles sont les modalités d'intervention de l'action publique qui puissent garantir tout à la fois une répartition efficace et équitable des biens éducatifs, la liberté de choix et la cohésion de la société ? » (p. 1-2). Plus précisément, alors que l'existence de marchés scolaires leur apparaît acquise, dans la mesure où ils reflètent des « attentes sociales en matière d'éducation et de liberté de choix » (p. 10), il s'agit de savoir comment l'action publique peut réguler ces marchés (p. 5). Dès l'introduction, les auteurs prennent ainsi clairement position pour un modèle favorisant le libre choix des familles, mais auquel serait

associée une régulation étatique : « une intervention de la puissance publique est indispensable pour pleinement réaliser les buts collectifs de l'enseignement obligatoire : donner à tous un enseignement de qualité en limitant les inégalités d'apprentissage ». Ce faisant, ils s'opposent aux thèses d'auteurs comme J. Chubb et T. Moe (1990) qui, dans le contexte nord-américain, défendent l'idée qu'un marché éducatif fonctionnant selon le libre jeu de la concurrence serait une source d'amélioration de la qualité de l'offre éducative et de son adaptation aux besoins diversifiés des familles.

L'ouvrage aborde la question des marchés scolaires à travers quatre angles, qui correspondent chacun à un chapitre, le premier chapitre étant consacré à la présentation d'une typologie fondée sur trois idéaux-types de marché : 1) les marchés privés, où le choix se fait entre écoles publiques et privées et où les établissements sont les acteurs prépondérants ; 2) les quasi-marchés scolaires où l'État joue un rôle central puisque c'est lui qui finance et évalue les établissements ; 3) enfin les marchés officieux où ce sont les familles qui constituent l'acteur central étant donné que ce sont elles qui prennent les décisions, dans un contexte de grande opacité. Tout en associant les différents types de marchés à des contextes nationaux (États-Unis pour le premier, Belgique et Royaume-Uni pour le second, France pour le dernier), les auteurs invitent à étudier les marchés au niveau local, et précisent que les différentes formes idéales-typiques se rencontrent au niveau de ces « micromarchés » (p. 38). De façon surprenante cette typologie n'est pas utilisée dans la suite de l'ouvrage.

Dans le chapitre 2, consacré aux marchés « en action », les auteurs insistent sur l'interaction entre les dynamiques socio-spatiales et scolaires, autrement dit sur la façon dont les formes de ségrégation urbaine peuvent modifier le fonctionnement des marchés et leurs effets. Les auteurs s'intéressent également à l'évolution des marchés dans le temps, montrant que les établissements en concurrence pour le même type d'élèves, loin de chercher à se distinguer les uns des autres, tendent à adopter des comportements de mimétisme et à s'homogénéiser, contrairement à ce que prédisaient les défenseurs de la libre concurrence.

Le chapitre 3 reprend pour une large part les conclusions des travaux antérieurs d'A. van Zanten sur les choix scolaires (2009), défendant l'idée qu'il existe des parents « choisissant », que l'on retrouve plutôt au sein des classes moyennes et supérieures et dont on peut expliquer les choix en articulant des facteurs objectifs (capital économique, culturel) et des représentations subjectives (visées instrumentales – l'école doit amener mon enfant le plus loin possible –, expressives – l'école doit épanouir et rendre heureux mon enfant –, et sociales – mon enfant doit fréquenter des enfants qui lui ressemblent).

Ce chapitre s'intéresse aussi à la façon dont les parents produisent leurs jugements scolaires, en s'appuyant sur des données officielles, qui peuvent être produites par l'État, et/ou officieuses.

Le chapitre suivant propose une synthèse de la littérature sur les stratégies effectives des écoles. Il soulève la question de savoir qui choisit lorsque le choix de l'établissement est faiblement régulé par l'État : certaines études ont de fait montré que les établissements et non les parents se trouvaient bien souvent en position de sélectionner leurs élèves, que ceci soit fait de façon ouverte ou officieuse. Des études montrent par ailleurs que la concurrence entre les établissements peut les amener à développer des stratégies de marketing à destination des familles, sans que cela ait d'incidence sur la qualité de l'offre scolaire.

Le dernier chapitre s'intéresse aux conséquences « sociales » des marchés éducatifs. Les auteurs se montrent ici très prudents : le marché n'est ni bon ni mauvais en soi, tout dépend des contextes nationaux et surtout locaux, dans la mesure où une même politique peut avoir des effets variés selon l'espace ou le type de population considéré. Néanmoins, deux enseignements peuvent être tirés des travaux existants : en premier lieu il ne semble pas y avoir de lien solide entre l'efficacité des systèmes d'enseignement et la possibilité de libre choix des écoles ; en second lieu le marché scolaire ne résorbe pas les inégalités. En conclusion, les auteurs en appellent donc à nouveau à une politique de choix régulée.

Au final, *Les marchés scolaires* apparaît comme un ouvrage utile et stimulant. Utile parce que, même si la succession de références en rend parfois la lecture difficile, les contextes nationaux n'étant pas systématiquement présentés voire mentionnés, cette synthèse fournit un corpus de référence aux personnes – chercheurs, praticiens – intéressées par ces questions. Stimulant parce qu'il pose plus de questions qu'il n'en résout. En effet, les deux objectifs affichés en introduction – produire une synthèse et offrir des réponses aux débats publics – portent en eux une ambiguïté qui traverse l'ensemble de ce livre : tout en insistant à de nombreuses reprises sur la grande diversité empirique des marchés scolaires et sur la nécessité d'en faire des études contextualisées, les auteurs s'efforcent dans le même temps d'extraire des travaux analysés des résultats généralisables.

Cette ambiguïté apparaît également liée au flou qui entoure tout au long de l'ouvrage la notion même de « marché scolaire », en dépit d'un premier chapitre consacré à l'analyse de cette notion. De fait, les auteurs font ici un pari ambitieux : subsumer sous l'unique concept de marché la diversité des cas empiriques rassemblés dans cet ouvrage. Or cette entre-

prise peut se heurter à des obstacles épistémologiques et empiriques qui, s'ils sont rappelés, ne sont pas toujours franchis de manière convaincante.

En premier lieu, on peut s'interroger sur le rôle que peut jouer dans le raisonnement sociologique l'importation d'un concept emprunté à l'économie (Passeron, 1982), en particulier lorsqu'il s'agit d'un concept aussi équivoque que celui de marché (Ben Ayed & Broccolichi, 2001). Dans *Sociologie des marchés* (2008), P. François défend l'usage du concept de marché en sociologie, qui désigne une configuration stabilisée et spécifique de relations entre acteurs, tout en en restreignant la portée empirique : pour lui, on ne peut parler de marché que s'il y a un prix. Conscients de ce type d'arguments, les trois auteurs s'inspirent des travaux de L. Karpik (2007) sur l'économie de la qualité et les marchés-jugement et mettent en avant le fait que ce qui est en jeu dans le cadre de l'école n'est pas le prix mais la qualité et que la rencontre entre l'offre et la demande est organisée par le jugement.

En second lieu, on peut se demander s'il est d'une part pertinent, d'autre part possible, de regrouper sous une seule appellation l'ensemble des situations évoquées dans l'ouvrage. Les auteurs répondent dès l'introduction par l'affirmative à ces deux questions, en soulignant que l'accent mis sur la qualité et le rôle des jugements constitue un point commun à tous les cas étudiés et que ce concept de marché est heuristique dans la mesure où il permet de « penser à la fois les politiques scolaires [...], les stratégies de choix de l'établissement par les familles ainsi que les modes d'action des établissements » (p. 15). Néanmoins, cette affirmation de départ est difficilement concrétisée dans la suite du texte. On peut tout d'abord regretter que le choix de parler de « marché » n'ait pas conduit les auteurs à aller voir du côté de la sociologie économique et à établir des parallèles avec d'autres types de marchés-jugement. Par ailleurs, d'autres concepts sont mobilisés à côté de celui de marché (« arènes de compétition », « grappes d'interdépendances », « circuits de scolarisation », « espaces de concurrence », « aires approximatives de compétition », « interdépendances compétitives dans un espace local de scolarisation »), sans que l'articulation entre eux soit réellement travaillée. De fait, à la diversité et à la richesse des travaux mentionnés répondent celles de leurs cadres théoriques, mais ceux-ci sont plus souvent juxtaposés que réellement discutés et confrontés les uns aux autres. La question de la possibilité et de la pertinence d'une « théorie générale des marchés scolaires » reste dès lors ouverte.

Marianne Blanchard
ESPE Midi-Pyrénées, CERTOP

BIBLIOGRAPHIE

- BEN AYED C. & BROCCOLICHI S. (2001). « Quelques remarques concernant les usages de la notion de "marché" dans le champ scolaire ». *Revue du Centre de recherche en éducation – Questions éducatives*, n°20, p. 17-55.
- CHUBB J. E & MOE T. M (1990). *Politics, Markets and America's Schools*. Washington : The Brookings Institution.
- FRANÇOIS P. (2008). *Sociologie des marchés*. Paris : Armand Colin.
- KARPIK L. (2007). *L'économie des singularités*. Paris : Gallimard.
- PASSERON J.-C. (1982). « L'inflation des diplômes. Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie ». *Revue française de sociologie*, n°23, p. 551-584.
- van ZANTEN A. (2009). *Choisir son école. Stratégies familiales et médiations locales*. Paris : PUF.

FERRACCI Marc. *Évaluer la formation professionnelle*. Paris : Presses de Sciences Po, 2013, 120 p.

Cet ouvrage, court et dense, propose une synthèse utile de nombreuses évaluations réalisées dans divers pays, dont la France, et visant à mesurer les effets spécifiques de la formation professionnelle – celle des salariés et des demandeurs d'emploi mais pas celle des jeunes en formation initiale – sur l'emploi. Il apporte une réelle contribution aux nombreux travaux conduits ces dernières années sur l'évaluation des politiques publiques, notamment celles d'emploi et de formation. L'auteur s'inscrit dans une mouvance qui entend fonder en raison des politiques publiques en adossant les dispositifs sur une analyse scientifique d'impact. L'ambition est clairement annoncée d'emblée puisqu'il s'agit de « séparer le bon grain de l'ivraie » et d'« utiliser des méthodes crédibles qui permettent d'identifier une véritable relation de causalité entre le passage en formation et l'employabilité ».

Pour ce faire, il convient de mettre en place une méthodologie d'évaluation pertinente. C'est l'objet du premier chapitre qui plaide en faveur de méthodes permettant de repérer l'effet causal de la formation en contrôlant les effets directs et indirects comme les facteurs observables et inobservables. Ces méthodes, popularisées ces dernières années dans divers domaines comme les politiques en faveur de la jeunesse, ont de grandes vertus mais aussi des limites. Ainsi, la méthode d'appariement construit deux populations ayant des caractéristiques similaires mais bénéficiant ou non de la mesure étudiée : ceci permet de contrôler les facteurs observables mais oblige à prendre en considération un grand nombre de variables